

POITRAS, Claire, *La cité au bout du fil, le téléphone à Montréal de 1879 à 1930* (Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2000), 323 p.

Peggy Roquigny

Volume 56, numéro 3, hiver 2003

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/007632ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/007632ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Roquigny, P. (2003). Compte rendu de [POITRAS, Claire, *La cité au bout du fil, le téléphone à Montréal de 1879 à 1930* (Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2000), 323 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 56(3), 422–425. <https://doi.org/10.7202/007632ar>

résultera une consanguinité élevée. Les villages de l'arrière-pays sont créés après les villages de la côte à partir de l'excédent démographique de ces derniers.

Au XIX^e siècle, la poussée de colonisation vers le Saguenay, pourtant commencée par les entrepreneurs de Charlevoix, apporte peu au développement économique régional. Des discussions entre les habitants de l'Ouest et ceux de l'Est de la région sur l'emplacement des routes reliant Charlevoix au Saguenay font perdre un temps précieux. La construction d'un lien ferroviaire en direction du Saguenay-Lac-Saint-Jean avantagera finalement la ville de Québec au détriment de la région mère. Présente déjà depuis le milieu du XIX^e siècle, au XX^e siècle c'est l'industrie touristique qui prédomine.

Hier comme aujourd'hui l'équilibre démographique et économique de la région est précaire.

Si je porte un jugement très positif sur l'ensemble de cet ouvrage, je crois qu'à trop vouloir prendre le contrepoint d'études antérieures, ou de l'image que l'on a de Charlevoix, il y a certains éléments importants de la culture qui sont maltraités, comme la culture de la parenté si présente dans Charlevoix. Ainsi lorsque Normand Perron écrit (p. 118) que malgré la grande homogénéité démographique les interdits quant aux mariages consanguins sont respectés, en parlant des villages de la côte, les plus anciens, cela est faux. Cette culture de parenté est aussi plus que la seule consanguinité ; c'est une culture de solidarité. De même si les études antérieures ont peut-être sous-estimé le contact avec l'extérieur, les auteurs eux le surestiment. En fait les mêmes contraintes d'une économie précaire se font sentir dans ce champ là aussi. Enfin, il n'y a pas que les touristes qui apprécient les paysages de Charlevoix ; ces derniers constituent aussi un point d'attachement fort pour les habitants.

CHANTAL COLLARD

*Département de sociologie et d'anthropologie
Université Concordia*

POITRAS, Claire, *La cité au bout du fil, le téléphone à Montréal de 1879 à 1930* (Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2000), 323 p.

Dans cette étude portant sur la mise en place du téléphone à Montréal de 1879 à 1930, Claire Poitras se fixe comme objectif de « mettre en lumière les mouvements de société associés à la percée du réseau téléphonique » (p. 17). Selon l'auteure, durant cette période, l'impact du réseau téléphonique

sur la société ne concerne pas tant l'organisation urbaine qu'une « révision des principes urbanistiques de la ville » par la promotion que fait Bell de certaines « valeurs modernistes » (p. 18). Si la spécialité en aménagement territorial de Claire Poitras marque profondément cet ouvrage aux dimensions urbanistique et réseautique, sa démarche se base aussi sur la « sociologie de la technologie et [...] l'analyse des représentations socioculturelles » (p. 14). Effectivement, cherchant à saisir le rôle de la mise en place du réseau téléphonique dans la transformation de la ville et de ses représentations, l'auteure travaille autant sur le réseau lui-même que sur les représentations socioculturelles qui l'accompagnent. Le principal apport de cet ouvrage est donc le lien qu'il établit entre « la sphère technique et la sphère socioculturelle » (p. 20).

Par ailleurs, plutôt que d'aborder le rapport entre la société montréalaise et le réseau selon une perspective de causalité linéaire, l'auteure privilégie un cadre d'analyse interactionniste. Cela lui permet d'accéder à une compréhension plus nuancée, complexe, mais aussi complète, des influences du réseau et du modèle urbain proposé par Bell sur la ville et la société montréalaise, et *vice versa*.

Ce cadre d'analyse interactionniste signifie la prise en compte des divers acteurs existants, à savoir l'entreprise Bell, les porte-parole municipaux, qui représentent la ville et ses intérêts, et le public client ou pas. Le choix des sources, à savoir les archives de Bell, celles de la ville de Montréal ainsi que des coupures de presse et le fonds de la Chambre de commerce de Montréal (pour l'opinion publique), semble servir cette orientation. Malheureusement, l'auteure ne présente ni ses sources ni sa méthode, peut-être en raison du fait qu'elle présente ici les résultats de sa thèse de doctorat, *La construction des réseaux dans la ville : l'exemple de la téléphonie à Montréal, de 1879 à 1930*, réalisée en aménagement à l'Université de Montréal en 1996.

Des quatorze chapitres du livre, les premiers sont une mise en contexte à trois niveaux : la mise en place du réseau téléphonique dans un contexte montréalais de métropolisation favorable aux échanges et à la communication (chapitre 1) où des modèles urbanistiques influencent les principes d'élaboration du réseau (chapitre 2), réseau téléphonique qui se fait une place parmi des réseaux de communications préexistants — le télégraphe et la poste (chapitre 3).

L'auteure s'intéresse ensuite à l'élaboration du réseau d'un point de vue technique : la création du monopole de Bell avec une vision bien précise (chapitre 4) dans un espace géographique et social particulier, dont certains

éléments infléchissent la stratégie de Bell (chapitre 5); ce qui aboutit à la création d'un réseau téléphonique qui passe de la commutation manuelle à la commutation automatique (chapitre 6).

Les trois prochains chapitres sont consacrés à l'étude de l'offre et de la demande. Après avoir montré que l'orientation de Bell vers une planification rationnelle ne commence qu'après la Première Guerre mondiale (chapitre 7), Poitras s'attarde sur les efforts d'intégration de l'entreprise et du réseau à la ville (chapitre 8), sur la promotion du téléphone (chapitre 9) et sur l'usage et les usagers du téléphone (chapitre 10). Elle montre alors comment les stratégies d'entreprise de Bell intègrent la prise en considération de la clientèle à fidéliser ou à conquérir.

C'est dans le bloc suivant que la dimension socioculturelle de l'étude est la plus exploitée. Poitras y étudie comment l'image que Bell construit du téléphone et de ses possibilités se base sur des représentations socioculturelles en même temps qu'elle les modèle, aussi bien au niveau de la représentation de la ville (chapitre 11), que de celle du foyer (chapitre 12).

Dans les derniers chapitres, l'auteure met en perspective la vision proposée par Bell avec celle d'autres acteurs, municipaux et associatifs. Pour ce faire, elle analyse deux sujets de discordance : l'encombrement des rues par les poteaux et les fils (chapitre 13) et la question des tarifs (chapitre 14). Elle y voit un contre-pouvoir à la portée limitée, mais qui montre tout de même l'existence d'un décalage entre les modèles proposés par Bell et la réalité.

Cette structure thématique permet donc à Poitras d'aborder de manière exhaustive les divers aspects entourant l'établissement du réseau téléphonique à Montréal. Certes, l'auteure prend soin d'intégrer régulièrement des divisions chronologiques, des sous-périodes, dans ses chapitres. Néanmoins, vu le grand nombre de chapitres et les va-et-vient chronologiques que cela implique, la structure thématique rend malaisée une compréhension synthétique, globale, de l'évolution du réseau et de la transformation des enjeux qui y sont liés, à travers le temps.

En revanche, le choix de cette structure permet à l'auteure de bien démontrer son hypothèse, puisque pour chaque aspect qu'elle aborde, elle met en évidence la dimension interactionniste. Même si Bell est le fil directeur, Poitras évite une vision unilatérale et le principe de causalité linéaire, en cherchant toujours à montrer comment la politique de Bell influence, mais aussi est influencée par des éléments externes (la ville, la clientèle, etc.). Poitras réussit donc bien à faire du développement du réseau téléphonique un élément participant à la transformation de la ville,

et surtout de sa représentation, mais un élément intégré à un mouvement plus vaste, et non une cause, un déterminant unique et tout-puissant.

Sa démonstration est d'autant plus convaincante qu'elle est bien appuyée (citations, tableaux, iconographie), même si parfois, certaines informations sont négligées (exemple p. 88 : ne donne pas le nombre de plaintes, ce qui serait pourtant pertinent). À noter aussi quelques comparaisons avec la France et l'Angleterre qui permettent de situer le phénomène montréalais dans un contexte plus international.

Dans l'ensemble, il s'agit d'un ouvrage technique susceptible d'intéresser aussi bien les spécialistes en histoire urbaine qu'en histoire socioculturelle.

PEGGY ROQUIGNY
Département d'histoire
Université du Québec à Montréal

SIMARD, Jean-François, *Montmorency. Histoire d'une communauté ouvrière* (Sillery, Septentrion, 2001), 242 p.

Le député Jean-François Simard présente une monographie de Saint-Grégoire-de-Montmorency, ville de la circonscription qu'il représente depuis 1998. Sociologue de formation, l'auteur démontre que l'évolution de cette communauté demeure intimement liée à celle des principales industries de l'endroit ; celle du bois et ensuite du textile (par exemple, la Dominion Textile).

En priorisant l'analyse du développement industriel comme axe structurant de l'identité locale, Simard entend faire ressortir le caractère spécifique de Montmorency à cet égard. Prenant pour base l'aspect fortement industrialisé de la localité dans la première moitié du xx^e siècle, l'auteur étudie plus spécifiquement les caractéristiques des groupes ouvriers de l'endroit. Ce faisant, il démontre une volonté de faire reconnaître le rôle joué par cette communauté dans le mouvement ouvrier au Québec. Il s'agit d'un des aspects intéressants de la recherche, puisque peu d'ouvrages se consacrent à l'apport des petites et moyennes villes à la vie syndicale québécoise.

L'auteur a pour objectif de montrer que, puisque l'identité de Montmorency s'est édifiée sur la base de l'industrie locale, l'usine s'avère le fondement du lien social qui s'y tisse. De fait, Simard questionne l'impact sur l'identité des changements sociaux économiques majeurs survenus principalement au cours du xx^e siècle. Selon lui, il y aurait une coexistence entre les cheminements de l'identité et de l'économie.